

SINISTRÉS D'EL-GHABA

Ces âmes en peine que le président ne verra pas

Ghardaïa, ébranlée par une terrible inondation au mois d'octobre dernier, tente tant bien que mal de se remettre d'aplomb pour accueillir comme il se doit, dimanche, le président de la République. Elle s'affaire tellement à se farder qu'elle a oublié les sinistrés de la palmeraie d'El-Ghaba que Bouteflika n'ira pas voir lors de sa visite.

De notre envoyé spécial à Ghardaïa, Sofiane Aït Iflis

Trente et une familles vivent encore dans cette école coranique transformée dans l'urgence en centre d'accueil des sinistrés d'El Ghaba. Au moment de la terrible crue de l'oued, elles étaient 180 familles à s'être réfugiées dans cette école érigée sur un monticule. Après la décrue et au fil des semaines qui ont suivi la catastrophe, des familles quittèrent tour à tour ce centre inhospitalier. Certaines ont eu droit à la compassion de parents résidant ailleurs. Elles y ont trouvé gîte, en attendant que se concrétisent les promesses de l'Etat.

D'autres ont bénéficié de l'aide à la location fixée à 12 000 DA par mois et sont parties trouver un toit à Ghardaïa-Centre ou aux alentours. Cependant, trente-trois familles restent otages de la malnutrition et du froid dans ce centre de fortune. Même les petits kits de denrées alimentaires que la wilaya leur octroyait les premiers temps qui ont suivi le sinistre ont connu une restriction drastique. «Cela fait dix jours que nous n'avons rien reçu. Ce qui nous a obligés à abandonner la cuisine collective que nous avons pratiquée jusque-là. Maintenant, chacun se débrouille seul pour nourrir sa famille», s'est exclamé, dépit, un homme aux joues creusées. Son compagnon d'infor-

tune, plus jeune, enchaîne, manquant d'écraser une larme : «Nous ne disposons même pas d'une boîte à pharmacie. Nous sommes abandonnés à notre triste sort. Que vous dire alors des enfants qui ne trouvent pas quoi se mettre sous la dent et qui, la nuit venue, grelottent de froid», dit-il ajoutant, après avoir marqué une brève hésitation propre aux gens qui ont plein sur le cœur et qui ne savent pas par quel malheur commencer, «la nuit dernière, une jeune fille, terrassée par la faim, a dû être évacuée à l'hôpital». Dans ce centre, les hommes se sont retrouvés contraints de ne pas s'alimenter pour permettre à leurs femmes et leur progéniture d'avoir quelque chose dans les boyaux. Leurs plaintes sont interminables. Tristes surtout. «Je vous avoue que j'ai fait de la prison. Et ben, figurez-vous que je me sentais mieux derrière des barreaux qu'ici livré à mon triste sort. En prison, au moins, j'avais droit à ma ration de viande une fois par semaine», lâche un jeune au bérêt basque distinctif. C'est dire l'état de détresse de ces oubliés de la promesse de l'Etat. Ils se sentent même exclus des préoccupations des autorités locales. Et il y a de quoi. En effet, ces trente et une familles réunies par et dans le malheur ont dû passer un Aïd des plus tristes. N'était une âme compatissante qui leur a fait don d'un mouton



Photo : Samir Sid

pour le sacrifice, elles auraient ruminé, seules, la privation. Pourtant, la cellule de crise au niveau de la wilaya leur a fait croire qu'elles ne seront pas oubliées. «On nous a convoqué avant l'Aïd et on nous a demandé une série de renseignements, notamment le nombre et l'âge des enfants. Nous avons cru naïvement que, au moins, nos enfants auront droit à des cadeaux de l'Aïd. Vous savez ce à quoi nos enfants ont eu droit ? A des sachets de bonbons», témoigne ce père de famille. Mais ce n'est pas uniquement en cela que l'administration locale a failli. Ces sinistrés ont reçu des convocations pour se présenter le 20 décembre dernier au niveau du stade communal pour bénéficier du relogement dans les chalets. Non seulement l'administration n'a pas honoré son rendez-vous, elle n'a même pas daigné motiver la décision du report. Depuis, il n'y a rien. Les familles attendent. Elles s'interrogent réellement sur leur

sort. Qu'advient-il de leur sort ? Seraient-elles relogées ? Auraient-elles droit à des indemnités ? Elles ne savent rien. Elles ont peur d'être ensevelies sous le poids de l'oubli. Elles ont raison de nourrir tant de craintes. Dernièrement, le ministère de la Solidarité a organisé des voyages au nord du pays pour les enfants des familles sinistrées. C'est ce qui a été annoncé. Or, ces familles assignées à vivre le calvaire dans cette école coranique jurent qu'aucun de leurs enfants n'en a fait partie. «Ce sont d'autres enfants, de notabilités qui ont été pris en lieu et place des véritables sinistrés», jure-t-on. Le seul organisme qui ne semble pas les oublier, c'est la Sonelgaz. Ces agents ont sillonné les venelles d'El-Ghaba, au milieu des murs éventrés, de maisons écroulées pour y déposer des quittances. Des quittances livrées au souffle du vent dans ce décor apocalyptique.

S. A. I.

VENTE-DÉDICACE DE HAKIM LAÂLAM À CONSTANTINE

Un rendez-vous chaleureux, chaleureux...

Ce que l'on peut retenir de la séance de vente-dédicace, animée jeudi dernier dans les locaux de la librairie Média plus par Hakim Laâlam, le célèbre chroniqueur du quotidien Le soir d'Algérie, qui a eu à signer ce jour-ci son recueil de photos «Enseignes en folie», est bien ce sentiment de frustration qui habite les esprits des lecteurs, venus nombreux à l'occasion décrier le verrouillage des canaux de communication.

Un sentiment qu'ils déchargent à chaque fois, disent-ils unanimement, qu'ils relisent les chroniques journalistiques de ce confrère «humble et téméraire» qui transforme talentueusement cette frustration en une «rage saine». Puisque, appuient-ils, son verbe, tout en chassant la haine, exprime fidèlement le malaise qui gagne au quotidien le peuple algérien. Bref, ces chroniques



Photo : DR.

n'étaient pas l'objet de ce rendez-vous, même si les lecteurs présents n'ont pas raté l'aubaine pour lui faire part de leurs soucis et demander des dédicaces, y compris pour ses premiers recueils des fameux «Le nez et la perte», qui rajoutaient du sel aux sujets traités à l'époque par le journal Liberté. Il avait, en effet, à signer ces «Enseignes en folie». Ce recueil de bizarres

ries qui meublent l'espace public et qui commencent à s'inscrire dans la banalité, sans pour autant attirer l'attention de personne. Une collection de photos réelles qui représentent des enseignes de boutiques, des pancartes et des panneaux de signalisation... et pour lesquelles les fautes d'orthographe qu'elles comportent auraient dérangé Molière dans son sommeil

éternel. «Je voulais m'amuser en recueillant ces photos», dira Hakim Laâlam. C'est simple, il est vrai, mais cette collection d'une centaine de photos véhicule plutôt une idée pertinente à plus d'un titre. Elle est indéniablement le point de départ d'une étude psychosociologique qui décortiquera les dessous d'un tel état de faits. Et c'est aux spécialistes d'en profiter. Quoiqu'il en soit, ces clichés valaient la peine. Ce qui a coûté à un cardiologue de Biskra, lors de son déplacement à Constantine, son permis de conduire. En effet, le radar, installé par les gendarmes sur le bord de la route, l'avait repréré, accompagné de son fils de dix ans, alors qu'il roulait à vive allure pour ne pas manquer ce rendez-vous. En outre, les légendes qui décrivent ces enseignes relèvent d'une autre performance, celle propre au journaliste talentueux qu'est Hakim Laâlam. Le lecteur s'esclaffera de rire.

L. H.

EXPORTATIONS

Ferrovial se distingue

Après avoir connu une forte régression ces dernières années, les activités de l'industrie ferroviaire algérienne pourraient être relancées dès le début de l'année 2009. C'est ce que confirme le déplacement ces derniers jours à Téhéran, la capitale iranienne, de M. Salah Mellek président-directeur général de l'entreprise publique économique Ferrovial spécialisée dans la fabrication des équipements et matériels ferroviaires. Ce déplacement effectué à la demande des autorités iraniennes fait suite à la signature courant 2007 d'un protocole d'accord avec la société iranienne des chemins de fer dans la perspective d'un partenariat. Le déplacement du responsable algérien en Iran répond également à celui effectué à Annaba par une délégation iranienne. Durant leur séjour, ses membres avaient visité le site d'implantation des unités et le potentiel de production de Ferrovial. La visite avait été ponctuée par le lancement d'une étude technique approfondie de faisabilité du projet de partenariat. L'intéressement de la société iranienne était motivé par l'important marché qu'elle avait réussi à décrocher en Arabie saoudite. Lancé par les autorités saoudiennes, il concerne la fourniture et la réalisation de rails, wagons et autres équipements et matériels ferroviaires nécessités par la réalisation de lignes de chemin de fer sur plusieurs centaines de kilomètres. Celles-ci sont appelées à relier différentes régions du royaume hachémite et sont destinées à assurer le transport des voyageurs et des marchandises dont celles destinées aux pèlerins entre les deux villes saintes La Mecque et Médine. Le déplacement du premier responsable de Ferrovial en Iran intervient quelques jours après la signature de cet important marché saoudien. Il est prévu, entre autres, la fourniture de 5000 wagons. Spécialisée dans la production de ce type d'engins, notamment le savoir-faire de ses cadres et travailleurs, l'entreprise algérienne est sollicitée par les Iraniens dans le cadre du partenariat.

L'urgence de lancer les travaux de réalisation en terre saoudienne a imposé aux responsables iraniens de multiplier les contacts avec leurs homologues algériens pour la signature du contrat de partenariat. Il intervient au moment où la situation financière de l'EPE algérienne commençait à faire l'objet de sérieuses appréhensions auprès de ses quelque 300 travailleurs. En effet, les responsables de Ferrovial avaient vainement multiplié les appels au partenariat. Une société allemande spécialisée dans la production ferroviaire y avait pourtant répondu favorablement. Elle avait réalisé une étude et se préparait à un contrat de partenariat avec Ferrovial. Les Allemands s'étaient rétractés par la suite après avoir relevé les lenteurs et lourdeurs bureaucratiques caractérisant différentes institutions algériennes dont les banques. Ignorant apparemment l'important potentiel de production de Ferrovial en la matière, Mohamed Maghlaoui, alors ministre des Transports, avait affirmé que l'Algérie n'avait pas d'industrie ferroviaire. C'était à l'occasion d'une rencontre sur l'important projet de rénovation du réseau national de transport par rail dont la double voie Annaba-Ramdane-Djamel (Skikda). Le projet libyen portant sur la réalisation de 3000 kilomètres de voie ferrée sur le territoire libyen et jusqu'à la frontière égyptienne, est une autre tentative effectuée par Ferrovial pour décrocher une partie du marché. Bien qu'ils aient été classés dans le lot de tête des sociétés étrangères soumissionnaires, les Algériens avaient été éliminés de la course, faute de soutien des autorités algériennes. Quelques années auparavant, avril 2003 coïncidant avec la guerre en Irak, c'est un autre marché que les responsables de Ferrovial avaient failli décrocher. Il s'agissait d'un projet pour la fourniture et réalisation de chemins de fer en Syrie. Le dossier avait été bien ficelé par les responsables de Ferrovial soutenus dans leurs démarches auprès des autorités syriennes par M. Kamel Bouchama alors ambassadeur algérien à Damas. Encore une fois, la bureaucratie propre aux banques algériennes s'est avérée un obstacle insurmontable pour permettre à Ferrovial de bénéficier des garanties bancaires indispensables. C'est d'ailleurs le même échec qu'enregistrait cette EPE à chaque dépôt de dossier allant dans ce sens. C'est dire toute l'importance que revêt, pour l'avenir de Ferrovial, la signature d'un éventuel accord de partenariat avec les Iraniens et sa participation à l'exécution du marché saoudien. Rappelons qu'au début des années 2000, Ferrovial avait réussi à placer des wagons de sa production en Irak sous contrôle du Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies. Ses gestionnaires avaient réussi à maîtriser convenablement cette première importante exportation hors hydrocarbures réalisée dans le cadre d'un marché s'élevant à plusieurs millions de dollars.

A. Djabali